
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58736

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

zugunsten vor allem der kleinen Betriebe sprechenden Wirtschaftlichkeiten und die Gebote der Menschenführung« (S. 509).

Kratzsch zieht am Ende des Buches den Schluß, daß das Beispiel dieses einzelnen »Rädchens« die starke und unaufhaltsame Durchdringungskraft des totalitären Staates in die deutsche Gesellschaft beweist. Zwar ist es dem Autor gelungen seine Quellen sorgfältig auszunutzen, so daß er einen vielseitigen und interessanten Querschnitt über Funktionen und Tätigkeiten des GWA gegeben hat. Das Buch bedeutet zweifelsohne auch eine Bereicherung unserer Kenntnisse über die Konflikte zwischen Staats- und Parteiapparat während des Dritten Reiches. Trotzdem macht die Studie in langen Teilen eher den Eindruck einer Analyse der sozialen Entwicklung Südwestfalens in den späten 30er und frühen 40er Jahren, als die vom Titel versprochene Rekonstruktion der Entwicklung einer Parteibehörde. Der Verfasser hätte sich vielleicht dieses Verrutschens des Feldes seiner Analyse mehr bewußt sein sollen. Zweitens hat sich – meiner Meinung nach – der Autor in den Quellen, die er mit großer Sorgfalt bearbeitet hat, so verheddert, daß die Rekonstruktion des historischen Kontextes mangelhaft ist. Die einführenden Seiten jedes Kapitels, in denen Menschenführung, Arisierung, Tiefenrüstung usw. in allgemeinen Konturen dargestellt werden, gleichen diesen Mangel nicht aus. Auch die Zusammenfassung des Buches (S. 500–511) ist seinem reichen Inhalt nicht gewachsen. Schließlich könnte man vielleicht das von Kratzsch zusammengefaßte Ergebnis auch umdrehen: die Entwicklung der GWB und KWB bezeugt einerseits die Durchdringungskraft des Regimes, aber andererseits auch die relative Selbständigkeit in der Gesellschaft (in diesem Falle des westfälischen Mittelstandes) gegenüber den Totalisierungsansprüchen des Nationalsozialismus und dessen Apparates.

Gustavo CORNI, Triest

Dieter OBST, »Reichskristallnacht«. Ursachen und Verlauf des antisemitischen Pogroms vom November 1938, Frankfurt/M., Bern, New York (Peter Lang) 1991, 371 p. (Europäische Hochschulschriften, Reihe III: Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 487).

Hormis les publications dans les années cinquante de Hermann Graml et de la Fondation Friedrich Ebert, le pogrom de novembre 1938, appelé par les contemporains »Nuit de Cristal«, à cause de tonnes de vitres brisées, l'additif »Reich« étant ajouté en RFA, sans doute pour souligner sa dimension géographique, n'a, contrairement à la »solution finale«, pas retenu l'attention des chercheurs de RFA et de RDA avant la commémoration du cinquante-naire. Jusqu'alors, même les quelques ouvrages publiés sur le sujet à l'étranger n'avaient pas trouvé d'éditeurs en Allemagne.¹ Explicable dans le cas de la RDA qui refusait de reconnaître toute responsabilité de »son« Allemagne, autre que celle des »fascistes«, le silence ou le rituel commémoratif traduisait – comme devait le montrer avec éclat le discours du président du Bundestag en novembre 1988 et sa démission consécutive – la difficulté d'admettre qu'un pogrom d'une telle violence ait pu se dérouler sous les yeux, le plus souvent avec la participation, d'une partie de la population dans les villes et jusque dans les villages les plus reculés où vivaient encore quelques Juifs.

C'est dire l'intérêt de ce premier travail universitaire, soutenu en Juillet 1989 à l'Université de Bochum. Sans nier les mérites de son auteur (né en 1955) on retrouve dans la question centrale sur le rôle primordial ou non de l'antisémitisme du régime dans le processus décisionnel et la mise en œuvre de la politique antijuive, l'argumentation fonctionnaliste avancée essentiellement à propos de la »solution finale« par un certain nombre d'historiens

¹ Ce fut notamment le cas pour l'ouvrage de Lionel KOCHAN, Pogrom 10. November 1938, London 1957 et le mien (en collaboration avec E. FEINERMANN) publié en 1972 à Paris, repris dès 1974 en Grande-Bretagne et aux USA, mais seulement quinze ans plus tard en RFA.

dont Hans Mommensen, directeur de cette recherche. Argumentation selon laquelle l'antisémitisme du régime n'aurait fourni que l'objectif aux énergies destructrices provoquées par la dynamique de la structure socio-politique de l'appareil nazi et ne releverait donc pas de motifs d'ordre idéologique et de causes antérieures. Exposée dans le premier chapitre, cette argumentation se trouve ensuite systématiquement développée dans les cinq chapitres suivants jusqu'à la conclusion. En ce sens, l'auteur présente la radicalisation de la politique antijuive de janvier à octobre 1938 (chap. II) comme exécutoire à la crise intérieure du Reich, qu'aurait provoqué la peur croissante – jusque dans les rangs du Parti – d'un nouveau conflit en Europe. Le déclenchement du pogrom (chap. III) ne résulterait pas, comme le montrent la plupart des études antérieures, d'un plan préalablement élaboré, en attente du moment propice à sa mise en œuvre, mais de l'utilisation par Goebbels d'initiatives locales dans lesquelles il aurait vu une chance inespérée de mobilisation psychologique de la population en vue des projets d'annexion de la Tchécoslovaquie et de préparation à la guerre. D'où la crise au sein de la direction nazie – illustration de la polycratie du régime et du «dictateur faible».

Quant au déroulement du pogrom (Chap. IV–VI) il serait essentiellement l'œuvre des unités locales et régionales du Parti, méthodiquement analysées, statistiques à l'appui, à partir d'un échantillon de 51 localités urbaines ou rurales, illustrant la quasi automaticité de méthodes éprouvées depuis l'époque de la conquête du pouvoir. Le reste des participants n'étant pas, selon Obst, mûs par un état d'esprit antisémite ou la force de leurs convictions national-socialistes, mais par un «état d'exception émotionnel et moral provoqué dans un court délai par la dépendance sociale, des habitudes d'organisation, une décomposition générale de l'Etat de droit et des structures institutionnelles, la mise en scène d'un climat et l'effet de la dynamique de groupe» (p. 350). Même s'il est évident que tous ces éléments ont joué un rôle, il est tout de même surprenant qu'après cinq années de matraquage idéologique, la «Weltanschauung» nazie, et en particulier l'antisémitisme – dont l'écrivain luthérien Jochen Klepper, marié à une femme d'origine juive notait avec effroi les ravages jusque dans son propre entourage – aient été aussi absents des motivations et des comportements des intervenants.

On sera encore plus surpris de constater qu'en à peine trente pages du dernier chapitre, sur la seule base de déclarations d'inculpés après 1945 et d'une dizaine de témoignages de victimes recueillis à la même époque, l'auteur puisse conclure à un sentiment spontané de compassion des voisins et des passants avec les persécutés. Sentiment, certes éphémère, endigué, selon lui, par la «structure amorphe» du régime. Voire même à l'absence d'antisémitisme des intervenants alors que les nombreux témoignages de témoins oculaires recueillis notamment par la Wiener Library infirment cette appréciation. A réduire le pogrom de 1938 à une action quasi spontanée, sans coordination effective d'une «dictature faible» caractérisée par une polycratie occupée essentiellement à régler ses comptes, on finit par se demander si, en dépit de ses qualités scientifiques, cette thèse axée sur l'évacuation de la dimension idéologique de la «question juive» dans la stratégie politique du III^e Reich permet, en particulier aux jeunes générations qui n'ont pas connu cette période, de comprendre la portée nationale et internationale de ce pogrom. Véritable défi aux principes fondamentaux du droit et du respect de toute personne humaine qu'exception faite d'une infime minorité, la majeure partie de la population allemande, en particulier les élites conservatrices – aussi absentes de l'analyse que les instances internationales et les grandes démocraties occidentales – n'ont pas relevé pendant qu'il en était encore temps.

Rita R. THALMANN, Paris